

Guerre commerciale USA – Chine : Acte II

D. Trump et une grande partie de son électorat sont persuadés que le déficit commercial des Etats-Unis est la cause de nombreux maux de l'Amérique (déindustrialisation, chômage élevé dans certaines régions, bas salaires...). Partant de ce constat, la priorité est de réduire ce déficit, avec la Chine et les pays de l'accord de libre-échange nord-américain (NAFTA).

D. Trump avait donc commencé, peu après son élection, à cibler le Mexique et le Canada en exigeant une renégociation du NAFTA et en ciblant les constructeurs automobiles qui produisent dans ces deux pays et vendent aux Etats-Unis. Ces flux conduisent à un déficit commercial entre Etats-Unis et Mexique de 71 milliards et de 18 milliards avec le Canada. Un an plus tard, malgré les tweets assassins du président US, les négociations avancent bien, un accord devrait être conclut dans les prochaines semaines et un réel durcissement des conditions des échanges commerciaux ne semble pas d'actualité.

La cible suivante était logiquement la Chine et son excédent commercial avec les Etats-Unis de 375 milliards de dollars.

D. Trump a ainsi décidé d'instaurer des taxes et barrières douanières sur les importations d'acier (25 % de taxes) et d'aluminium (taxe de 10 %). Des exemptions, temporaires, ont été mises en place dans la foulée pour les principaux fournisseurs d'acier et d'aluminium des Etats-Unis (Canada, Brésil, Corée du Sud, Mexique, UE), à l'exception de la Chine.

Puis le président américain a poursuivi son offensive commerciale contre la Chine en annonçant des mesures punitives contre les importations chinoises d'un montant de 60 milliards de dollars.

La Chine a répliqué en dévoilant une liste de produits US (vin, tubes d'acier, porc... pour un montant d'environ 3 milliards) sur lesquels elle appliquera des droits de douane de 15 % ou 25 %.

D. Trump a surenchéri avec une nouvelle liste de 1300 produits dans différents secteurs, aéronautique, robotique, technologies de l'information..., concernés par de nouvelles taxes à l'importation. Pékin a sorti l'artillerie lourde en dévoilant une liste visant des importations américaines d'un montant comparable, soit 50 milliards, et ciblant des produits (soja, aéronautique, automobile...) fabriqués dans les régions qui ont voté en faveur de D. Trump.

Jusqu'à présent seules les premières taxes, sur l'acier et l'aluminium, sont effectivement appliquées, depuis le 23 mars. Les listes de produits publiées ultérieurement ne sont que provisoires et restent soumises à examen, ce qui laisse une marge de manœuvre pour les négociations à venir.

L'impact sur l'économie de ces taxes sur l'acier et l'aluminium peut être modélisé en prenant en compte les effets directs (baisse des importations de ces produits) et indirects (hausse des coûts de production pour les sociétés utilisant ces métaux). La Réserve Fédérale de Dallas a effectué cette modélisation. Les importations d'acier et d'aluminium devraient baisser de 5,5 % et l'extraction/production de ces métaux sur le sol américain augmenterait de 16 %. Par contre la hausse des coûts de production (prix des métaux importés plus élevés et utilisation d'acier et d'aluminium domestique dont les coûts d'extraction sont plus élevés) impacterait les secteurs utilisant ces métaux : automobile, robotique, structures industrielles, ponts... La hausse des coûts de production, donc du prix de vente, entrainerait une baisse de la demande de machines et d'équipements de 2,6 %. Rappelons que lors de la dernière tentative de taxation des importations d'acier chinois (G. Bush en 2002), le secteur automobile, pénalisé par la hausse des coûts de production, avait détruit 200 000 emplois. Au global, l'impact sur l'économie US serait négatif à hauteur de 0,25 points de PIB à long terme. Cet impact est modélisé sur la base d'une taxation concernant l'ensemble des importations d'acier et d'aluminium des Etats-Unis. Dans le cas où seuls les métaux chinois seraient taxés, l'impact sera bien moindre pour l'économie US.

Le risque est donc d'une escalade dans les menaces entre Etats-Unis et Chine qui déboucherait sur une guerre commerciale. Considérons maintenant le cas extrême dans lequel l'objectif de D. Trump serait de réduire à zéro le déficit commercial entre les Etats-Unis et la Chine. Dans ce scénario, le PIB des Etats-Unis serait impacté à hauteur de 3,5 % conduisant le pays en récession. Le PIB chinois baisserait de 1,7 % et la croissance de l'Union Européenne subirait un impact négatif de 0,7 %. Espérons que, comme cela est le cas jusqu'à présent, les actes de D. Trump diffèrent de ses paroles (et tweets). Mentionnons que le président US a indiqué, jeudi 12 avril, qu'il envisageait de rejoindre le traité de libre-échange transpacifique, traité dont il s'était retiré le jour même de son arrivée à la Maison Blanche.

Etats-Unis : Importations (en vert) et exportations (en bleu) en provenance de/vers la Chine

